

“Tout ça pour ça ?” 40 Ans après mai 68

La réponse d’Henri Weber

Henri Weber

DANS **APRÈS-DEMAIN** 2008/4 N° 8, NF , PAGES 5 À 9
ÉDITIONS **FONDATION SELIGMANN**

ISSN 0003-7176

DOI 10.3917/apdem.008.0005

Date de mise en ligne : 01/01/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-apres-demain-2008-4-page-5?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Fondation Seligmann.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Henri WEBER

“TOUT ÇA POUR ÇA ?” 40 ANS APRÈS MAI 68

La réponse d’Henri Weber

La génération des petits-enfants de ceux qui ont fait Mai 68 est-elle irrémédiablement condamnée à vivre moins bien, moins libre que celle de leurs parents et grands-parents ?

Henri Weber : Cette génération vit dans un monde très différent de celui de ses grands-parents et même de ses parents. Le contexte économique et social, idéologique, géopolitique, n’a en effet plus rien à voir avec celui de Mai 68.

1968 marquait l’apogée des Trente Glorieuses avec une croissance en France qui dépassait les 5% par an. Cette société ne connaissait pas le problème du chômage, on venait nous chercher à la sortie des amphithéâtres.

Aujourd’hui, nous sommes entrés dans un monde caractérisé par la mondialisation et la financiarisation de l’économie, l’apparition d’une nouvelle division internationale du travail, le décollage de pays émergents, la révolution Internet... L’Europe est prise en tenaille entre ces pays très dynamiques, avec des bas coûts de main d’œuvre et une rapide montée en gamme dans les diverses industries, et les États-Unis et le Japon qui continuent, quant à eux, à être à la pointe des nouvelles technologies.

La nouvelle génération est donc confrontée à un monde économique et social nouveau. Est-elle pour autant condamnée à la

précarité, au chômage de masse et à la désagrégation des systèmes de protection sociale ?

Henri Weber : En aucune manière, à mon avis, car les problèmes issus de ces évolutions du monde peuvent parfaitement être résolus. La meilleure preuve en est que toute une série de pays a déjà partiellement, voire totalement, maîtrisé ces nouveaux défis.

Les meilleurs exemples sont pour moi les pays d’Europe du Nord, et notamment les pays scandinaves, comme la Suède, le Danemark, la Finlande, ou, plus près de nous, les Pays-Bas. Ces pays sont des sociétés de plein emploi qui, pour maintenir et augmenter leur croissance, ont aujourd’hui des besoins de main-d’œuvre très importants. Ils font venir des travailleurs en provenance des pays du sud et de l’est, ce qui ne va pas, d’ailleurs, sans provoquer d’autres difficultés.

Ces pays ont fait face à une partie des problèmes sociaux qui se sont posés à tous les pays européens en cette fin de XX^{ème} siècle, notamment la question des retraites. Je pense à la Suède, par exemple, qui au terme de quatorze années de négociations, a réussi à faire signer par l’ensemble des syndicats des accords, qui furent ensuite approuvés à l’unanimité par leur Parlement. Ce pays a mis au point un système de retraite progressif, à la carte,

de départs entre 61 et 68 ans, avec un aménagement de la durée du travail pour les seniors. En Suède, le taux d'emploi des plus de 55 ans est, en moyenne, de 72% contre seulement 38% en France !

Il n'y a donc aucune espèce de fatalité de régression sociale pour la génération des petits-enfants des soixante-huitards, mais il faut pour cela réformer et adapter notre économie et notre système social aux nouvelles évolutions mondiales, en agissant dans trois directions :

- **Il faut tout d'abord redéployer notre économie** vers les industries de pointe et les services à haute valeur ajoutée, mais aussi vers les services aux personnes, qui offrent un énorme potentiel d'emplois non délocalisables. Cela n'implique pas, contrairement à ce que l'on pense, de se spécialiser dans certains secteurs d'activité limités et de laisser à la Chine ou à l'Inde les secteurs à haute intensité de main d'œuvre. Je pense au contraire que les vieilles puissances industrielles doivent rester présentes dans tous les secteurs d'activités et n'en abandonner aucun, mais il faut, dans chacun d'eux, favoriser l'excellence, la qualité et l'innovation. Les échanges de demain se feront désormais au sein des mêmes branches d'activité, mais entre une offre haut de gamme et une offre de bas et de milieu de gamme. Ce redéploiement sectoriel doit aussi s'accompagner d'un redéploiement géographique. Nos économies doivent s'orienter beaucoup plus vers l'exportation dans les pays émergents à forte croissance. Un pays comme l'Allemagne exporte 6 fois plus que la France vers le marché chinois, qui connaît une croissance de 10% par an depuis plus de vingt ans.

- Pour réaliser ce redéploiement sectoriel et géographique, **il est indispensable de développer la recherche, l'innovation, d'améliorer l'éducation et d'assurer l'élévation du niveau de qualification de toute la population.** Il faut absolument régler la question lancinante, dans notre pays, de la crise de l'enseignement supérieur et de la recherche, lesquels ne sont pas à la hauteur de nos ambitions économiques et sociales.

- **Il est enfin nécessaire de favoriser le développement des petites et moyennes entreprises.** Nous devons évidemment continuer à soutenir les champions nationaux et européens, mais contrairement à d'autres pays comme l'Allemagne et l'Italie, la France a un handicap majeur, identifié depuis longtemps, en ce qui concerne la capacité de ses petites entreprises à devenir moyennes ou grosses. Car ce sont les entreprises de 200, 300, 2000 salariés qui sont performantes à l'exportation. Ce sont ces entreprises qu'il faut absolument développer en agissant sur de multiples registres, aussi bien fiscaux qu'administratifs.

Je suis persuadé que si nous arrivons à faire évoluer notre système économique et social, comme d'autres pays l'ont réussi, votre génération n'a aucune raison de vivre moins bien que les générations précédentes. Ce que d'autres ont fait, nous pouvons aussi le réaliser.

Revenons au chômage, à la précarité et aux travaux peu gratifiants qui sont souvent le lot quotidien de nombreux jeunes ; que leur dire ?

Henri Weber : S'agissant du marché du travail, on constate une grande fragmentation entre, d'une part l'essor de l'emploi qualifié -et hautement qualifié- ce que Robert Reich appelle le travail **IMac**, et l'emploi peu qualifié que Reich appelle le travail **Big Mac**. L'objectif aujourd'hui est de faire en sorte qu'un individu ne puisse en aucun cas rester, toute sa vie durant, dans l'emploi peu qualifié, peu rémunéré et relativement précaire. Il faut qu'un "parcours professionnel" lui permette d'évoluer.

Pour cela, il est indispensable de mettre en place, un système efficace de formation professionnelle permanente. En France, nous dépensons des sommes absolument astronomiques dans la formation professionnelle -environ 24 milliards d'euros en 2007 !- pourtant le système est encore largement inefficace. Or l'emploi à vie, dans une même industrie, dans un même métier, dans une même entreprise, n'existe plus. Il faut assurer à chacun une mobilité dans l'emploi, et cela implique un travail de requalification tout au long de la vie.

Pour permettre à la génération actuelle de ne pas avoir le sentiment d'être condamnée au chômage et à la précarité, il faut donc développer un service public de la formation professionnelle pour adultes et rendre plus efficace le service public de l'Emploi et de la réinsertion. De ce point de vue, la fusion entre l'UNEDIC et l'ANPE est une bonne chose, mais ne suffit pas. Il faut aller plus loin.

Dans toute une série de pays, comme les pays scandinaves que j'évoquais plus haut, ces deux services performants existent et favorisent le plein emploi. Au Danemark par exemple, où a été inventé le fameux système de la **flexsécurité**, on peut embaucher et licencier assez facilement, mais celui qui perd son emploi conserve son salaire et ses droits sociaux pendant quatre ans, 90% du salaire pour un salaire inférieur au salaire médian, 70% quand il s'agit d'un salaire supérieur au salaire médian, à condition de rechercher activement du travail et de suivre des formations si l'on ne trouve pas d'emploi dans sa branche. Ce service public de l'emploi et de la formation professionnelle a fait ses preuves, car rarissimes sont ceux qui restent quatre ans au chômage : la durée moyenne n'excède jamais quelques mois.

Rien ne nous empêche de procéder de la même manière, pour qu'un jeune qui n'aurait pas réussi à l'école et qui commencerait dans des emplois précaires, de type **Big Mac**, finisse dans des emplois hautement qualifiés, de type **iMac**.

Notre génération est-elle condamnée à ne pas pouvoir se loger et à se trouver dans l'impossibilité financière de fonder une famille ?

Henri Weber : La crise du logement actuel est gravissime pour deux raisons principales.

- **Une insuffisance de la construction**, notamment de logements sociaux. La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain, loi SRU, de 2000, qui prévoit, au-dessus d'un certain nombre d'habitants, 20% de logements sociaux, n'est pas appliquée, pour l'essentiel par des communes de droite qui préfèrent payer des pénalités. A Neuilly, comme on le rappelle toujours, il y a moins de 3,5% de

logements sociaux, contre 70% à Grand-Quevilly (Seine-Maritime).

- **Le phénomène de la bulle immobilière** a entraîné une démultiplication de la valeur des appartements, mais aussi du montant des loyers. Dans de nombreux pays, ce phénomène s'est déjà inversé et même fortement : en Grande-Bretagne, en Espagne, aux Etats-Unis, le prix de l'immobilier est en chute libre. En France aussi, c'est déjà partiellement le cas, sauf à Paris où la demande reste supérieure à l'offre.

Là non plus, aucune fatalité ne nous condamne à subir cette crise de logement, mais il faut bien en identifier les causes et préconiser les bons remèdes.

Il faut d'abord augmenter significativement la construction en passant de 60 000 logements sociaux par an à 120 000 au moins. Je ne dis pas que c'est facile car il y a évidemment des problèmes fonciers, comme à Paris, mais dans beaucoup de villes, de nombreux terrains sont encore disponibles pour construire.

Il faut aussi exiger que le représentant de l'Etat dans les départements, le Préfet, puisse se substituer aux élus qui refusent d'appliquer la loi SRU. L'Etat doit prendre ses responsabilités et imposer la loi par le biais de son administration préfectorale dans les collectivités locales.

Ensuite, il y a toute une série de mesures que l'on peut continuer à développer pour l'aide à la location. De ce point de vue là, tout le système LOCA-PASS, qui permet par exemple au locataire d'emprunter à taux zéro son dépôt de garantie, mais qui peut aussi garantir pour 18 mois le jeune locataire, est une très bonne chose.

Il faut continuer à prendre des initiatives dans ce domaine, et, encore une fois, c'est une question de volonté politique.

Notre génération est-elle condamnée à ne pas avoir de retraite décente ?

Henri Weber : Aujourd'hui grâce aux progrès des années 60-70, sur 13 millions de retraités, seul un million vit sous le seuil de pauvreté. C'est évidemment un million de trop, mais cela signifie tout de même que 12 millions de retraités se situent au-dessus de ce seuil. Beaucoup sont même au-

dessus du salaire médian et aident leurs petits-enfants à finir leurs études ou à entrer dans la vie active.

Pourtant, avec la législation actuelle, notamment la législation Balladur de 1993 qui a modifié le calcul de la retraite en retenant non plus les 10, mais les 25 meilleures années, avec l'allongement de la durée des cotisations à 41 ans -alors qu'en général les Français ne cotisent que 37 ans car, "trop vieux" de plus en plus tôt, ils sont éjectés de la production- le montant des retraites baisse et baissera de manière significative.

Là encore, rien ne nous condamne à rester les bras ballants !

Il faut d'abord tout faire pour augmenter le taux d'emploi des seniors. Il est tout à fait anormal qu'en France seulement 38% de la population au-dessus de 55 ans travaillent. Comme je l'ai évoqué, dans les pays scandinaves, 72% des seniors sont en activité et peuvent travailler bien au-delà de 60 ans et même de 65 ans s'ils le souhaitent, à mi-temps ou en cumulant plusieurs emplois. Tout est fait pour maintenir le plus tard possible le plus grand nombre possible de salariés dans l'emploi. Notre premier objectif serait déjà d'arriver à la moyenne européenne, qui est de 63% : c'est une des façons indirectes, mais aussi une des plus efficaces, d'aborder ce problème du montant des retraites.

Par ailleurs, la réforme des retraites doit éviter de se solder par une baisse du niveau des pensions. Il vaut mieux cotiser davantage, en fonction d'un certain nombre de critères, comme la pénibilité du travail ou l'espérance de vie, que de toucher moins à la fin de sa vie professionnelle. Mais ce n'est pas la même chose d'être prof de fac, comme moi-même qui souhaite travailler jusqu'à 80 ans si j'en ai encore la verdeur, que d'être ouvrier à la chaîne et d'être physiquement épuisé dès 55 ans.

Il faut rouvrir le dossier des retraites en instituant un système de cotisation plus juste et plus incitatif qui prenne en compte l'espérance de vie et la pénibilité des travaux effectués. Il faut mieux répartir les efforts financiers : aujourd'hui l'essentiel pèse sur les salariés. Il faudrait par exemple reprendre l'alimentation du fonds

de réserve des retraites, que la gauche, sous le gouvernement Jospin, avait prévu de porter à 1000 milliards d'euros en 2020 et que la droite a supprimé. Il faudrait aussi élargir l'assiette des cotisations retraite pour y intégrer les revenus du capital. Revaloriser le minimum vieillesse, améliorer les taux de remplacement et revoir les mécanismes d'indexation pour garantir le pouvoir d'achat des retraités, accorder un congé aux familles ayant besoin de prendre en charge un parent vieillissant. Il y a mille et une manières de répondre aux défis posés par la pyramide des âges.

Notre génération est-elle condamnée à n'obtenir que des diplômes dévalués ?

Henri Weber : La démocratisation de l'Education nationale, et notamment de l'enseignement supérieur avec le doublement du nombre d'étudiants sous Lionel Jospin (de 1 million à 2, 2 millions) a eu des conséquences parfois négatives sur le niveau de certains diplômes. Aujourd'hui nous sommes dans un système dual : d'un côté les grandes écoles et certaines universités de médecine, de sciences, de droit ou de gestion (dans le "classement de Shanghai", le premier établissement français est Paris VI !); de l'autre des universités de masse, qui ont plus de mal à placer leurs étudiants sur le marché du travail.

Nous ne pouvons plus continuer à avoir un système d'enseignement où le lycéen coûte plus cher à la société que l'étudiant. Cette disparité n'existe dans aucun autre pays au monde. En 2004, le coût annuel moyen d'un lycéen était d'environ 10.000 euros... contre environ 8.500 euros pour un étudiant !

Il faut aussi absolument nous mettre au niveau des dépenses des pays qui réussissent le mieux en Europe en matière d'enseignement supérieur. Selon l'OCDE, en 2005, la Suède dépensait ainsi environ 16.000 "équivalent dollars" par étudiant, le Danemark 15.000, le Royaume-Uni et la Finlande 11.500, la France 9.000.

Nous sommes donc confrontés à un évident problème de financement de l'enseignement supérieur, auquel il faut absolument remédier.

Il faut ensuite donner les moyens de leurs ambitions aux universités, car il n'y a pas de raisons qu'elles réussissent moins bien que les grandes écoles. Cela suppose plus d'autonomie et une réforme en profondeur de la gestion des facultés pour qu'elles puissent innover et imaginer de nouveaux modes d'apprentissage.

Enfin, il faut faire le nécessaire pour rapprocher les universités des entreprises. Il faut rendre obligatoire, dans tous les cursus, le stage dans le monde professionnel ; il faut organiser des rencontres régulières entre étudiants et entreprises ; il faut développer, pour tous les diplômés, un apprentissage poussé des logiciels informatiques et d'Internet, et augmenter considérablement la quantité et la qualité de l'enseignement des langues étrangères et les stages à l'étranger, dans l'Union européenne et plus loin encore.

Notre génération est-elle condamnée au prosaïque, à l'utilitaire, et à l'absence d'utopie, d'idéal ?

Henri Weber : Je ne le crois pas du tout. Je pense que, contrairement à la société de ses grands-parents qui étaient mus par l'utopie chimérique d'une société parfaite -**“la société sans classe, sans Etat et sans conflits majeurs”**- cette génération peut être porteuse d'une utopie réaliste. J'appelle utopie chimérique, une utopie qui ne peut pas se réaliser, car elle est, dans son principe même, contradictoire. L'utopie réaliste est un projet, certes très ambitieux, mais qui peut être mené à bien si une volonté collective, organisée et prolongée le prend en charge.

Trois utopies réalistes se présentent à votre génération :

- **Tout d'abord, la construction européenne.** Les générations antérieures ont fait la moitié du travail. Elles ont posé les bases de l'Union européenne, réuni le continent dans le cadre de la démocratie, chassé la menace de guerre et assuré une prospérité relative. Mais elles n'ont pas réussi à faire du continent un acteur politique autonome dans le monde multipolaire dans lequel nous sommes entrés. Le principal reste à faire pour que l'Union européenne devienne la première démocratie économique et sociale du monde, creuset d'une nouvelle Renaissance et levier d'une autre

mondialisation : une mondialisation maîtrisée et solidaire. C'est une utopie réaliste, très ambitieuse, mais nullement hors de portée. Le chemin parcouru en 50 ans peut être poursuivi dans les années qui viennent. Il vous appartient de le faire.

- Cette génération doit ensuite inventer un **nouveau modèle de développement et de civilisation.** Le modèle de la société de consommation que nous avons accompagné, n'est pas extensible. En 2050, nous serons 9 milliards d'humains : nous ne pourrions pas vivre comme vivent aujourd'hui 800 millions d'Occidentaux. C'est impossible, il faudrait 3 ou 4 planètes. Il faut donc inventer d'autres façons de produire, de consommer, de vivre en société qui soient compatibles avec le respect de l'environnement et la prise en compte du bien-être des générations futures.

- **Il faut enfin instituer une gouvernance mondiale efficace.** Aujourd'hui, la plupart des grands défis sont mondiaux, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de l'instabilité économique ou de la lutte contre le terrorisme. Ces questions ne peuvent être résolues dans les limites des Etats-nations. Il faut donc améliorer la gouvernance mondiale. L'ONU et ses agences doivent être réformées, pour être plus efficaces et prendre en compte la nouvelle situation géopolitique, qui n'a plus rien à voir avec celle de 1945. Il faudrait également créer de nouvelles institutions pour répondre aux nouveaux enjeux : une Organisation mondiale de l'environnement et un Conseil de sécurité économique et sociale pour prévenir ou amortir les grandes crises financières et économiques. Voilà trois utopies réalistes dont la nouvelle génération peut et doit se saisir. Non parce qu'elle serait mue par une pulsion altruiste, mais parce que ces “grands desseins” sont aussi d'impérieuses nécessités pour le bonheur, voire la survie, de l'humanité.

Avec la quadruple crise, économique et financière, alimentaire, énergétique et climatique, tout le monde se rend bien compte qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion et que si l'on ne fait rien, nos sociétés vont vers de très graves difficultés.

Henri WEBER